

M. Oberle: Sans la Bourse, elle aurait été ruinée.

M. le vice-président: Si personne d'autre n'a de question à poser ou d'observations à faire, le député de Simcoe-Sud (M. Stewart) va poursuivre le débat.

M. Ron Stewart (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, je saisis avec plaisir cette occasion de prendre part au débat sur cette importante mesure législative, le projet de loi C-15. Contrairement à ce que pense mon collègue de l'opposition, je suis d'avis que cette mesure législative annonce un changement radical dans l'orientation que suit notre pays depuis 15 ans. Le 4 septembre, les Canadiens ont proclamé haut et clair qu'ils voulaient un changement. Le projet de loi à l'étude laissait présager un changement. Le message des électeurs n'aurait pas pu être plus éloquent. Ce changement a été déclenché le 17 septembre quand le nouveau gouvernement est entré en fonction. Depuis, il y a eu le discours du trône et l'exposé économique qui traçait la nouvelle voie que le Canada va suivre. Nous sommes maintenant saisis du projet de loi C-15, la première mesure du nouveau gouvernement qui va freiner la descente sur ce que je me plais à appeler la pente glissante du socialisme que ces députés connaissent si bien.

Des voix: Bravo!

M. Stewart: C'est l'orientation que les libéraux ont prise il y a environ 16 ans avec la complicité tacite de leurs compères.

M. McDermid: Les hordes socialistes.

M. Stewart: C'est exact.

M. Rodriguez: Parlez-nous de la situation actuelle en Colombie-Britannique.

M. Stewart: Rien ne symbolise mieux la politique du gouvernement précédent que le Programme énergétique national et l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Nous commençons aujourd'hui à rompre avec ces mesures dépassées qui ont acculé le pays à la faillite et réduit 1.5 million de Canadiens au chômage.

Ce n'est pas sans intérêt qu'on écoute les députés de l'opposition et les socialistes en particulier décrier aujourd'hui une mesure constructive et positive. J'ai noté surtout les propos de mon collègue, le député d'Essex-Windsor (M. Langdon) qui vient de nous quitter. Il a critiqué vertement l'accord approuvé par l'Agence d'examen de l'investissement étranger qui fera perdre 600 emplois à la ville de Barrie. Cette ville se trouve dans ma circonscription, monsieur le Président.

M. Orlikow: Cela ne vous inquiète pas?

M. Stewart: Je m'en inquiète justement.

Une voix: Qu'allez-vous faire?

M. Stewart: Écoutez et vous allez le savoir.

Après avoir longtemps cherché des fondements à l'argument que le député avait avancé, j'ai fini par en trouver un. Il a déclaré, en parlant du C-15, que cette mesure nous ferait perdre des emplois au bout du compte. Et pour défendre l'Agence d'examen de l'investissement étranger, il a laissé entendre

Investissement Canada—Loi

qu'elle protégerait ces emplois. Voici donc ce qu'il a dit le 11 décembre 1984:

● (1600)

... aux termes du projet de loi à l'étude, Black and Decker n'aurait été soumise à aucun examen lorsqu'elle a été prise en charge. . . . Elle aurait pu en toute liberté fermer cet établissement sans négocier quoi que ce soit, sans prévoir la moindre aide pour les travailleurs touchés, sans négocier avec la collectivité et sans faire l'objet du moindre examen de la part du gouvernement du Canada. Pareille absurdité économique fera du tort aux localités canadiennes d'un bout à l'autre du pays dans les dix prochaines années, si le projet de loi entre en vigueur.

Le scénario que nous en a fait le député d'Essex-Windsor décrit exactement ce qui s'est passé à Barrie sous la direction de l'Agence d'examen de l'investissement étranger. C'est le type d'absurdité économique, pour reprendre son expression, qu'on a laissé faire avec la bénédiction de cet organisme. Le député voudrait-il que de pareilles absurdités se poursuivent? Est-il pour ou contre l'Agence d'examen de l'investissement étranger? Veut-il que les choses changent? Il n'en a rien dit, mais son argument était boîteux, car 92 p. 100 des cas qui ont été soumis à l'agence ont coûté \$6,000 chacun. Grâce aux efforts de tout le cabinet qui a pris ces formidables décisions, seulement 8 p. 100 ont été rejetées. L'une d'elles qui auraient dû l'être était l'usine de Barrie. L'ont-ils rejetée? Mon œil, ils ne l'ont pas fait.

M. Johnston: Mon quoi?

M. Epp (Provencher): Traduction.

M. Stewart: A l'heure actuelle, il y a tout lieu de croire que Black and Decker n'a pas respecté l'entente de l'AEIE. Est-ce que l'Agence a compris? A-t-elle dit: «Non, vous ne pouvez pas fermer l'usine de Barrie parce que vous n'avez pas respecté les clauses du contrat.»? Non, l'Agence n'a pas soufflé mot. De toute évidence, l'usine va fermer mais ce n'est pas certain, et l'Agence n'aura eu aucune influence à ce sujet. Croyez-moi, ils ont assisté au déclin progressif de l'entreprise. Ils n'ont donc examiné que 8 p. 100 des cas. L'une de celles qu'ils auraient dû examiner, ils l'ont laissé aller. Je ne pense pas que cela soit tout à l'honneur de l'Agence.

Je pense que la grande majorité des Canadiens appuient les initiatives du nouveau gouvernement, surtout en ce qui concerne le projet de loi C-15. Pendant la campagne électorale, le premier ministre (M. Mulroney) a fait comprendre à tous les Canadiens qu'il fallait injecter de nouveaux capitaux pour relancer l'économie et lui permettre de créer—la chose que nos vis-à-vis ne cessent de nous lancer—des emplois, des emplois, des emplois. Mais comment faire pour créer des emplois? Il faut bien que quelqu'un accepte de dépenser de l'argent ici. Notre pays s'étend sur 5,000 milles, d'un océan à l'autre, et la population compte à peine 25 millions d'habitants. Les ressources du marché intérieur sont insuffisantes pour faire les choses absurdes que proposait celui qui m'a précédé. Nous devons exporter. Nous sommes un pays exportateur. Et pour exporter il faut avoir les capitaux qui servent à bâtir des usines, des machines, à vendre des produits. Si on ne vend pas, on ne peut rien faire, absolument rien.